

Le cerquielicot

BIMESTRIEL N° 21

L'ALTERNATIVE LIBERTAIRE TOULOUSE ISSN 1264-9112 MAI 1999 - 15 F

C'est la guerre en Europe. Colonnes d'images, bombardements de scoops, explosions des commentaires, hurlements de l'émotion, rafales de pitié et de bonne conscience, nous sommes tous scotchés devant les journaux de 20 heures !

Côté monde réel c'est la guerre du silence des agneaux qu'on égorge, les femmes violées par les soudards, les villages qui brûlent au loin, silencieusement, dans les brumes des téléobjectifs, les vieux qui se taisent et qu'on traîne dans la neige, les familles massacrées, déportées, dispersées, les enfants détruits jusqu'au fond des têtes, nous voilà revenus à la guerre de trente ans vue par Jacques Calot.

Côté Serbes, côté « unanimes autour du dictateur », c'est l'incompréhension. Mais où sont passés les démocrates ? Où sont les déserteurs de 91 ? Les femmes en noir qui s'opposaient à l'expansionnisme grand-serbe et à la purification ethnique ? Tous sur les ponts ? Et comment vit-on sous les bombardements de « l'opinion publique internationale ».

Et nous ? Nous aurons rarement eu autant le sentiment d'être incapables de peser en quoi que ce soit. Que l'on soit pour ou contre les bombardements, pour ou contre une intervention, que l'on ait pris un parti ou un autre, après tout à quoi bon ? « Ils » décident sur d'autres bases, diplomatiques (l'hégémonie mondiale), économiques (reconstruire), nationalistes ou mafieuses.

Ne pas combattre l'impuissance de la période serait laisser les peuples impuissants à s'opposer aux dictatures, qu'elles soient nationalistes ou marchandes. Mais de toute façon la guerre va bientôt s'arrêter, remplacée par la mort d'une princesse, par une empoignade électorale ou par une coupe du monde de foot ! ■

Caillou

LES SERBES CONTRE LES 35 H.



LE MEILLEUR DES CONSEILS NE VAUT PAS LA MOINDRE IMPRUDENCE

Paul Valéry

Les événements qui suivirent la mort du jeune Habbib (cf Le Coquelicot de février) laissèrent le quartier traumatisé avec des réflexes cliniques et où l'expression sécuritaire couvrait la pensée. Reynerie semblait être considérée comme un lieu pestiféré. Nous étions alors peu nombreux à nous poser les problèmes autrement.

Reynerie en marche

Avant les vacances de Noël le réseau de « Reynerie se bouge » s'est réactivé en tenant, une fois par semaine, une réunion. Dès la première rencontre, la revendication d'un lieu de parole est apparue. Nous sentions le besoin d'élaborer une dynamique pour parvenir à nos fins. « Reynerie se bouge » a envoyé un message clairement anti-rassistes et a recentré le malaise du quartier sur le fait social : « *Chacun occupe une place particulière dans le quartier, nous avons raison d'être en colère car on nous a cantonnés dans des misères sociales, les responsables en sont les pouvoirs institutionnels et économiques* ». Voici en résumé les thèmes du tract diffusé à 4 000 exemplaires dans les immeubles. Des messages similaires ont émergé, venant d'amicales de locataires, des jeunes qui ont créé leur propre association « *le 9 bis* », des femmes du Mirail qui se battaient pour la réouverture de la CAF, de l'intersyndicale, de l'association de chômeurs TO7. Toutes ces associations se sont coordonnées pour demander le gymnase du quartier, seul lieu pour tenir une assemblée générale des habitants et travailleurs. Seule consigne : sans haine et sans violence. Une marche sur la ville devait y être proposée.

Le 3 mars, plus de 300 personnes, dont de nombreux jeunes mais aussi une réelle représentativité de l'hétérogénéité sociale, ont débattu des problèmes du quartier. Les débats furent passionnés mais le respect de la parole fut tenu. Le rôle de la police fut le point de débat : les jeunes expliquèrent les vexations et l'agressivité de celle-ci. Cette situation ne pouvant mener qu'à la « *guerre* ». Des habitants plus âgés leur ont répondu que leur guerre, ils la faisaient subir à tout le monde, que tout en étant solidaire de leur jeunesse, ce n'était pas supportable pour la population. Ce fut un grand moment de démocratie directe. Et les conditions étaient réunies pour appeler publiquement à la marche et ce fut fait.

Marcher de Reynerie jusqu'au Capitole et la préfecture

La date retenue fut le 27 mars, la sainte Habbib sur le calendrier chrétien. Pro-

position des jeunes du 9 bis, elle fut révélatrice de la place prise par les jeunes dans cette initiative et fut acceptée par tous les organisateurs avec enthousiasme.

Chaque jeudi, 30 à 40 personnes se réunirent pour préparer cette marche, la structuration se transforma en pôles d'attraction, les femmes, les jeunes, les locataires, les travailleurs. Les jeunes très méfiants envers le milieu associatif et politique refusèrent toute apparition de ce type.

Ces réunions ne furent pas simple à tenir et le maintien de l'équilibre entre les pôles fut parfois complexe. Les jeunes appelèrent sur leur propre base, avec un tract, car celui de l'unitaire ne retraçait pas assez leur pensée. La symbolique autour de la mort de Habbib (leur ami disparu, mais aussi le sentiment de l'injustice) n'y était pas assez présente. L'expression radicale de ce tract n'aida pas à la compréhension de leur volonté auprès des autres habitants mais fut le facteur déterminant de la mobilisation des jeunes. Il y eut dans ces réunions préparatoires une véritable écoute des positionnements de chacun et une compréhension de ceux-ci. C'est la complexité des rapports sociaux au sein de la zone géographique, pourtant si bien délimitée.

La difficulté à poser les problèmes de violence comme facteur du malaise social fut révélateur, car dans le temps de la mobilisation une femme de 73 ans décéda des suites d'une agression perpétuée par de très jeunes gens sur les collines de Reynerie. Il fut facile aux détracteurs de la marche de dénoncer la partie belle faite à un petit « *voleur de voiture* ». Pourtant le tract unitaire parlait de « *justice pour Habbib comme pour toute autre victime de violence* ». C'est dans ces conditions difficiles que s'est construite la mobilisation derrière un mot d'ordre unitaire : « *Contre toutes les discriminations, pour la justice, l'emploi, l'éducation* ».

Il s'agissait d'inverser l'image négative de Reynerie, en parlant d'un quartier populaire qui souhaite vivre en harmonie avec le reste de l'agglomération. Que tant qu'il y aurait 40% de chômeurs, les misères sociales s'y concentreraient. Que les habi-

tants et les travailleurs voulaient exprimer leur colère dans la dignité, sans haine ni violence, ni racisme.

Le pôle des travailleurs fut aussi moteur de la mobilisation, une AG rassembla plus de 50 travailleurs du quartier et des alentours. CGT, CFDT, FSU et SUD, des non-syndiqués y étaient représentés. Les échanges furent d'un bon niveau et très fraternels.

À l'heure de la marche

Ce 27 mars à 13h30, quelques dizaines de personnes démarraient de Bellefontaine, le quartier voisin. Plusieurs centaines de personnes se joignaient à la marche à la Place Abbal, à Reynerie. De St-Cyprien jusqu'au Capitole 1500 personnes marchaient ensemble sous la pluie.

Les jeunes prirent la tête du cortège, la majeure partie du service d'ordre et de la direction de manif fut à leur actif. Aucun incident n'eut lieu sur le trajet. Le « *police assassin* » fut souvent lancé montrant la douleur ressentie par ces jeunes. Ce slogan n'était pas le seul, il alternait avec : « *Du boulot pas de balles dans le dos* » ou bien, « *où sont les droits de l'homme* ». Sur une banderole colorée était écrit « *nous sommes tous de la race humaine* ». Derrière eux, le cortège était moins fougueux, plus hétéroclite mais néanmoins très chaleureux et déterminé.

Cette marche a permis de parler autrement de Reynerie. La presse a dû modifier son regard, même si celui-ci est loin d'être satisfaisant. Une autre vision s'est posée dans le reste de la ville et la gangrène du racisme a marqué un temps d'arrêt. De toute façon, cette marche n'a laissé personne indifférent. Elle a permis de rappeler le problème de fond qu'est la misère sociale et d'établir une relation démocratique entre habitants. Cette démarche échappe aux schémas institutionnels, c'est une expérience parmi d'autres du mouvement social autonome.

Mais la création d'un lieu de parole est la prochaine étape ! ■

Vu d'en haut

C'est vrai, cette fois, ça m'embête un peu quand je vois le résultat parce que c'est quand même des blancs comme nous qu'on bombarde, des chrétiens aussi même si je vais plus trop à la messe. Mais bon, le travail, c'est le boulot, hein... Professionnel ! il faut pas mélanger les idées personnelles et le métier, comme disait mon chef. N'empêche, l'autre fois en 91 avec les basanés à moustaches quand ils attaquaient les Rois du Pétrole, je me suis autrement régalé. Vous vous rendez compte, je les voyais, comme là, galoper sur l'écran de contrôle, à s'enfuir vite fait dans leurs petites autos colorées.

C'est vrai, moi j'étais bien, peinar, amusé même ; alors j'en ai rajouté un peu côté « dégâts collatéraux ». On en a parlé après avec les collègues : et ben ils ont tous fait pareil, hein, c'est humain... de toute façon on avait « carte blanche » si j'ose dire ! Non mais c'est comme quand t'es gamin, tu t'régalas à écraser les fourmis qui font qu'à passer devant toi quand tu te fais chier. Ou que ton gosse il se fait un jeu vidéo et qu'il s'excite à tout va : mine de rien, ça prépare tout ça !

Faut dire que, comme aujourd'hui, vu d'en haut, t'es bien, tu fais l'amour avec les nuages comme il dit Cabrel, t'es détendu mais concentré, attention... t'es aux premières loges et c'est toi qui décide du spectacle... c'est pas génial, ça ?

Bref, j't'avouerai que je m'étais pas marré comme ça depuis l'Algérie. Surtout qu'à cette époque là, j'étais encore au sol; alors c'était une autre histoire : faudra que je vous en parle une autre fois parce que c'était dur mais qu'on s'est aussi super bien éclatés ! hein, pensez à me redemander ! Faut reconnaître, c'est vrai que des fois je m'embrouille un peu avec la politique. Faut dire, c'est pas simple : un coup on tire sur les basanés, un coup on est censé les protéger et leur donner à bouffer ! De toute façon, moi j'dis, il vaut mieux être là pour les surveiller parce que même quand ils fuient, il faut pas les avoir dans le dos. Méfiance ! c'est comme au pays, un coup on les fait rentrer chez eux dare-dare en charter, un coup maintenant il faut en

accueillir d'autres et en plus chez nous personnellement si possible va comprendre... Attention ! c'est pas des doutes que j'ai : juste une réflexion au passage...

Non, heureusement, là où on a été clair c'est au Rwanda. Et on a bien fait : parce qu'on allait quand même pas intervenir et cramer du carburant pour séparer des tribus ! Et puis, t'imagines la gueule des copains instructeurs en bas si on leur avait bombardé la tronche ! Non, là, il fallait être logique : et on l'a été.

Par contre, tu vois, ce que je ne supporte pas, c'est quand les gens caricaturent, qu'ils nous traitent d'assassins, de brutes qui réfléchissent pas : et pourquoi pas d'imbéciles aussi, tant qu'ils y sont ?

Parce que nous, si on fait ça, c'est parce que, comme dit notre Président, « on est le dernier rempart contre la barbarie ». Et c'est pour ça qu'on monte au créneau... Eh ? rempart... créneau... c'est bon ça, hein ? Allez, laissez tomber, je continue.

Bon, sérieusement, nous aussi, on a des familles, des femmes, des enfants, des copains et qu'on aimerait pas qu'un jour, un dictateur ou un autre de ces salauds, ils viennent nous bombarder nos propres gosses, les votres où même ceux des pacifistes qui ont la critique facile : d'ailleurs, pour ceux-là, on s'en occupera nous-mêmes. Non là, je déconne... Rigoler, ça empêche de se prendre trop au sérieux ou de devenir raciste. Et puis, regardes, même les « Verts » ils sont mûrs ! ils veulent la guerre aussi maintenant. Je te dis politiquement, c'est gagné : c'est sûr !

Et pour les envieux qui disent qu'on fait ça pour l'argent, c'est faux même si on fait

pas ça contre... et de toute façon, c'est pas notre argent, c'est le vôtre : alors et puis la paye, c'est pas volé : y'a du risque même si y'a les bons moments aussi. Tiens, avant, en Bosnie, avec les soldats serbes, on a eu rigolé sur les réfugiés quand on avait les casques bleus. Seulement après, ils nous ont chauffé à Sarajevo avec leurs snippers : ils ont même buté des copains. Alors là, c'est sacré : on trahit pas une amitié entre hommes. Depuis, on se parle plus, question de principes.

Bon, ne parlons plus des choses qui fâchent... regarde, on arrive au-dessus de la maison : tu vois, là, la p'tite maison dans la prairie, près du bois, avec la piscine et bien c'est chez moi. Home, sweet home... et ce qui fait plaisir, pour finir, tu vois, c'est qu'on a l'opinion avec nous. Non, mais t'as vu les chiffres : une majorité écrasante ! alors la minorité elle n'a qu'à s'écraser aussi. C'est ça la démocratie, c'est ça... ou la dictature, y'a plus qu'à choisir. C'est tout !

Bon, mais y'a pas que ça dans la vie, y'a pas que le boulot. Eh, tu te rappelles, l'an dernier, presque à la même époque, c'était le Mondial avec les bleus, on les a tous niqués là aussi : on a gagné ! tu te souviens « Tous ensemble » la foule et 1 et 2 et 3 zéro oh... merde ! putain mais qu'est ce que j'ai foutu, j'ai appuyé sur le bouton là... quel con ! je viens d'envoyer la purée sur mon quartier. Mais quel con ! Mais c'est toi aussi, avec tes questions, je discute, je discute et je réfléchis plus moi, mais quel con ! quel con !... ma piscine bordel... autant pour moi ! c'est décidé, je démissionne et... je retourne dans l'infanterie. ■

Patrick



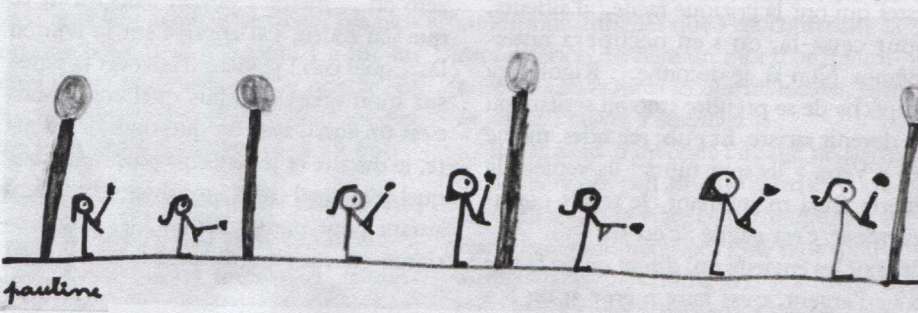


J'avais 6 ans, peut-être 7. J'étais dans mon village. C'est un très beau village de montagne. De chaque côté de ce village coule une rivière, moyennement importante. Les deux cours d'eau se rejoignent à environ 3 kilomètres en bas du village, en formant un grand V, pour devenir une des branches de l'Euphrate. À la saison du printemps, avec les pluies et les effondrements de neige dans les montagnes, le niveau de l'eau des 2 cours d'eau devient très important. Les flots d'eau se déchaînent durant cette saison. Ils entraînent du sable, de la terre, des arbres et de très grandes pierres. Même si, parfois, on ne les voyait même pas, on entendait, et on comprenait très facilement le déplacement forcé de ces pierres roulées, par le bruit violent qu'elles provoquaient entre elles.

Mais les grandes roches, qui sont là depuis toujours, ne bougeaient jamais, elles. Ces dernières essayaient de « calmer » la colère torrentueuse des deux rivières qui les mouillaient quelquefois jusqu'à la tête. Elles empêchaient même les rivières de changer de lit. Enfin, telles étaient les observations d'un enfant...

Mais la haute paroi de roches rouges, abrupte, zigzagante, qui domine le village ne disait rien durant tout le spectacle, indifférente. Elle abritait des oiseaux dans ses grottes inaccessibles et elle chantait ses meilleures chansons lorsque le vent se mettait en colère.

En fin d'été, l'herbage est jaune et il reste plus vert dans le bas du village. Nous, les enfants y gardions des animaux. On s'y



faulène

Xarsen, ma source *

amusait beaucoup, on ramassait des fruits sauvages.

À cette saison, les deux rivières prennent leur forme plus réduite.

Je me promenais dans leurs lits dégagés d'eau. J'y trouvais des racines d'arbres arrachés, avec des formes bizarres. Je les tournais dans tous les sens, pour y voir d'autres images. Très souvent, j'en amenais chez moi.

En fin d'une après-midi, j'ai vu passer deux gendarmes avec des fusils sur l'épaule. Ils étaient à 200-300 mètres de moi et ils allaient au village. J'ai eu très peur, car ça n'a jamais été un bon signe l'arrivée des gendarmes turcs dans nos villages. Je me suis posé beaucoup de questions. Je me suis dit : « peut-être qu'il est interdit de ramasser le bois ». Alors j'ai jeté mon bois, avec beaucoup de frustration.

Plus tard, j'ai réfléchi sur la forme de notre éducation : est-ce qu'on nous a enseigné la peur, et la peur des autres, et la peur des militaires ?

Y-avait-il alors et y-a-t'il encore maintenant, une raison à cela ?

Je me suis questionné mille fois au sujet de l'éducation et au sujet de la peur. L'enfant qui avait peur s'est déjà questionné sur sa propre peur, et il a alors trouvé des explications à sa hauteur mais qui le tiraient dans tous les sens. C'est ce nœud de sentiments, de peur, de questions qui me nouait le ventre.

Est-ce que j'aurais risqué quelque chose si j'avais gardé le bois ? Je m'étais vite séparé de mon bois, mais, ensuite, je n'avais pas trouvé mon compte à cela. Je me sentais mal, petit, tout seul, loin de mon village que je voyais à 500 mètres, dépossédé de mon bois, mal à l'aise de soupçonner ces deux gendarmes qui n'avaient pas « fait de mal » directement, inquiet aussi pour

ceux de mon village vers lesquels ils marchaient, mais ayant peur : peur pour qui ? Pour ma famille ou bien pour tous ? Mal à l'aise d'avoir en tête que ce serait mieux que ce soient les autres à qui ils fassent du mal... m'en voulant aussi de penser cela, et pas sûr d'avoir le droit de craindre le mal de ces deux gendarmes de passage.

Je m'étais questionné mille fois au sujet de l'éducation et au sujet de la peur... jusqu'à ce que la tyrannie la justifie et la fonde à nouveau !

En juillet 1995, l'armée turque est entrée dans notre village, obligeant ses habitants à partir en quelques jours, en laissant tous leurs biens sur place.

Deux ans après, fin août 1997, l'armée turque a bombardé et ensuite brûlé le village vide.

C'est ainsi que la peur historique des kurdes et ma peur dans mon histoire, et la barbarie des autres, se sont « justifiées ». ■



En grisé les zones de peuplement kurde

* Xarsen, un village du nord du Kurdistan. Un texte de Mehmet Cakmak piqué dans le N°81 de la « Lettre du cercle Gramsci », revue de Limoges. Abonnements : l'Âge 87 270 Bonnac-La-Côte

Ça tourne à l'aigre

Précarisation et exclusion sont-elles les deux mamelles du démantèlement de l'enseignement public ? Pour en savoir plus nous avons rencontré une militante de Sud-Éducation et un militant de la FSU.

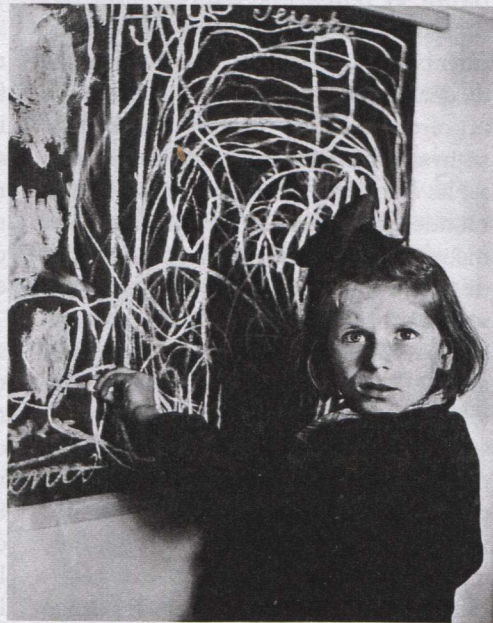
Le Coquelicot : qu'est ce que la réforme Allègre dans les lycées et où en sommes-nous dans les négociations ?

V : ce sont des réformes qui portent sur l'ensemble du système scolaire de l'école maternelle à l'université. La réforme s'appliquera cette année dans les lycées. Pour le premier degré, il vient de sortir une charte pour l'école de l'an 2000. On retrouve là aussi la même politique que dans les lycées. Pour le supérieur il était prévu un projet dit « Attali », projet semble-t-il repoussé. À l'heure actuelle, on ne parle plus de changement dans le supérieur.

B : c'est la première fois que nous avons à faire des projets de réformes séparés, mais qui s'intéressent à tous les niveaux de l'éducation. Tous obéissent à un même principe implicite, c'est une sorte de dérèglementation du service public de l'éducation. Par exemple, dans la charte pour le XXI^e siècle, il y a l'idée que les instituteurs ou les professeurs d'école devraient gérer la place des emplois jeunes dans l'école, leur rapport avec les municipalités, avec les intervenants extérieurs.

V : c'est la mise en place de la précarisation et par extension le démantèlement du service public qui traverse le premier et le second degré mais aussi d'autres administrations comme les hôpitaux.

B : c'est important de le rappeler, surtout pour les gens qui ne sont pas dans le secteur professionnel car ils ne comprennent pas toujours certaines positions hostiles à la réforme. Ils y voient un souci de mettre l'enfant au centre du dispositif éducatif, de proposer une aide individualisée aux élèves en difficulté, de travailler avec un principe d'interpluridisciplinarité... Or, elle n'est pas d'abord une réforme fondée sur la pédagogie, elle s'appuie beaucoup sur la déconcentration administrative de la gestion des établissements par la périphérie, le renforcement de l'autonomie, et l'adaptation à certains publics, c'est-à-dire à un certain type de recrutement. La réflexion en apparence pédagogique n'est qu'une réflexion institutionnelle qui veut



changer le mode de fonctionnement du service public.

V : un exemple, pour le premier degré, c'est-à-dire à l'école. Il arrive des emplois précaires : « des emplois jeunes ». Recrutés par le directeur de l'école, il les affecte là où il veut. Le jeune peut se retrouver à faire la classe, à faire fonctionner la bibliothèque... Ce qu'il ne sait pas faire ! C'est très grave et cela signifie que, sans formation aucune, tu peux occuper un poste. C'est refuser l'idée même de métier aux instits ou aux profs, dire qu'ils font ça par vocation ! À la rentrée de septembre, les pions seront recrutés directement à l'UIFM, sans diplôme, et lorsqu'un prof sera absent, c'est l'étudiant qui le remplacera. Cela montre que le métier d'enseigner n'est pas un métier. Cette notion essentielle dans la réforme constitue l'une des raisons de son refus, pour beaucoup de gens. Mais elle a aussi un aspect pédagogique, et là je crois, il faudrait en débattre, je crois qu'il faut aussi poser le problème du savoir.

B : l'habileté d'Allègre, c'est d'avoir repris des revendications syndicales et professionnelles portées depuis des années : ce souci d'aide individualisée aux élèves, de travailler en interpluridisciplinarité, d'avoir pour les enseignants des heures de concer-

tation (qu'il n'a pas encore concédées d'ailleurs). Ce sont des revendications larges dans le milieu. Les 2 h de seconde sont réservées à des petits groupes d'élèves en difficultés, cela part d'un bon sentiment mais risque, dans le fonctionnement du système éducatif, de marquer tendanciellement certains élèves. Ceux qui seront pris dans ces aides individualisées, séparés en quelque sorte des autres, seront renvoyés à l'échec, c'est inhérent à toutes les problématiques de soutien.

Ma deuxième remarque, c'est que la réforme réduit les horaires collectifs et ajoute simplement 2 heures, comme ça, individualisées. Et cela peut être aggravé si les circonstances politiques s'y prêtent. Or, c'est à l'intérieur même des horaires officiels des cours qu'il faut multiplier les travaux en petits groupes, les travaux dirigés, les modules, avec une liberté pédagogique des équipes pour gérer ces heures-là. La baisse de l'offre de formation introduit un principe inégalitaire sous couvert d'égalité, de discriminations, une aide plus grande à des élèves en difficultés. C'est un principe extrêmement dangereux.

V : ... quand tu dis que ce sont des revendications que les syndicats portent depuis longtemps, oui en effet, mais cela dépend de quel type de syndicat et, par ailleurs, dans le milieu lui-même, l'aide personnalisée n'est pas aussi répandue qu'on peut le penser. Il y a un conservatisme du milieu extrêmement fort. Par exemple les « modules », qui sont au demeurant d'excellentes choses, sont transformés par beaucoup de collègues en cours. Rappeler la nécessité de l'interdisciplinarité, rappeler l'intérêt du travail en équipe, donner quelques moyens pour que cela existe un peu plus, cela me paraît un mieux.

B : le conservatisme du milieu a été entretenu à partir de déceptions, car dans les années 81, 82, 83 avec Savary et l'arrivée de la gauche au pouvoir il y a eu un appel d'air. Des gens ont essayé de changer les choses concrètement, dans leurs pratiques. On nous a dit à ce moment là, n'attendez pas les textes, allez-y. On est un certain nombre à avoir foncé, à avoir

construit les équipes pour travailler autrement. On s'est aperçu que les moyens institutionnels ne suivaient pas. Cela a créé un effet de découragement. On s'est trouvé une minorité à porter les projets et cela a décrédibilisé les perspectives. Plus que du conservatisme, c'est surtout du scepticisme, parce qu'on a été échaudé plusieurs fois. Mais je maintiens que cette idée de suivi individualisé des élèves, de mieux répondre à leurs difficultés concrètes, a progressé, malgré tout, mais il y a une sorte de vide de l'imagination par rapport aux formes que cela pourrait prendre. Il me semble qu'Allègre répond à minima de ce point de vue là, dans un cadre institutionnel de dérèglementation que l'on connaît.

V : je voudrais revenir sur le conservatisme. Globalement, le SNES dit aujourd'hui « *pensons aux élèves* », c'est vrai, mais globalement il n'a jamais eu de démarche pédagogique vis-à-vis des élèves, il n'a porté que la défense d'une corporation. Le seul syndicat porteur dans les années 80 d'une démarche différente c'était le SGEN. Ce n'est pas pour rien que « *Mérieux* » est repris aujourd'hui par des gens du SGEN mais aussi par des franges du SNES. Le refus de la réforme aujourd'hui de la part du SNES vient aussi du refus de tout ce qui est pédagogique dans la réforme.

B : il faut être nuancé. Je sors du congrès national du SNES, l'idée par exemple du travail interdisciplinaire encadré est portée très fort par la majorité du SNES aujourd'hui, mais avec les garanties demandées. Que ce ne soit pas une sorte de travail personnel coupé de l'équipe éducative, coupé des disciplines et qui renverrait un peu à l'inégalité sociale des élèves qui suivraient ces travaux. C'est pour ça que cette nuance entre personnel et interdisciplinarité encadrée est une revendication largement partagée et majoritaire. Je crois que les choses ont bougé. L'idée d'un suivi individualisé est largement partagé par une majorité du SNES.

V : tous les mouvements qui ont eu lieu depuis deux ans, et notamment en Seine-St-Denis, ont fait que les profs ont pris conscience de la nécessité de repenser certaines choses. Le SNES,

aujourd'hui, dans sa structure, est amené à intégrer ces réflexions, d'autant plus qu'il doit aussi se dédouanner (je parle des instances nationales) par apport à son changement vis-à-vis d'Allègre.

B : le mouvement de Seine-St-Denis, en plus d'être pédagogique par rapport à des zones difficiles, est un mouvement qui a massivement refusé le gel de l'emploi public et refusé une réforme à moyen constant. Cela peut réunifier, pour caricaturer beaucoup, les tenants du qualitatif et du quantitatif. Ce mouvement montre qu'à un certain seuil de quantité c'était de la mauvaise qualité et qu'il faut donc repenser les deux. Depuis quelques mois tout le monde cherche une globalisation d'un mouvement, qui ne monterait pas en appui de la politique d'Allègre, y compris dans son aspect pédagogique. Pourquoi cela ne s'est pas fait, pour quoi ça ne s'est pas généralisé ? Les tentatives de globalisation sont restées limitées, par leur ampleur... On bute sur un problème politique, comment mobiliser une masse d'enseignants de façon prolongée ? C'est vrai que ça a percuté l'orientation majoritaire du SNES, qui était tourné plutôt vers une politique de négociation à froid. Il faut être là aussi nuancé car les tenants de cette position sont très clairs : « *oui, on a essayé de lancer des actions au premier trimestre 98, elles ont été des demi-succès ou des demi-échecs, et comme on a voulu continuer à peser, on a pris la seule solution qui était à notre portée, c'est-à-dire essayer de négocier pour faire bouger le gouvernement* ». Ils s'appuient sur le fait qu'aujourd'hui il est difficile de mobiliser. L'année dernière le mouvement de Seine-St-Denis ne s'est pas

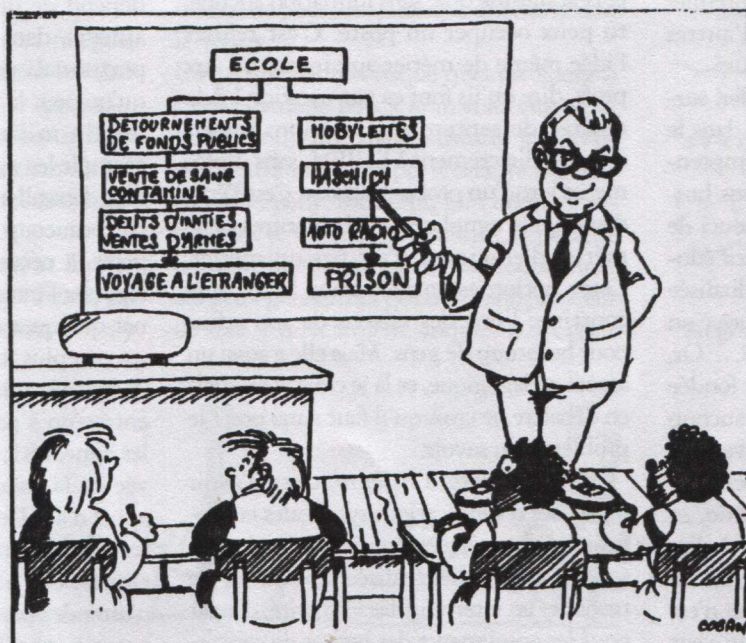
étendu et cette année le mouvement de la région parisienne n'a pas fait tâche d'huile. Il est vrai que des coordinations ou des mouvements anti-Allègre se sont montés, notamment à Marseille. Il y a en effet un problème de mots d'ordre, mais aussi un problème de tactique. Mais la question reste posée : « *comment arriver à construire un mouvement d'ampleur nationale* » ?

V : il y a un problème syndical qui tient à la FSU, au SNES notamment. À la FSU tout le monde n'a pas la même position face à la réforme, le SNUIPP n'est pas pour le retrait de la charte du XXI^e siècle. La décision du SNES de supprimer la grève à la rentrée a été déterminante pour le défaitisme. Lancer une manif bidon le 9 mai, un dimanche, c'est faire semblant de s'activer et ça joue sur le milieu.

B : ... je suis tout à fait d'accord. Même s'il ne faut pas avoir une vision trop instrumentale du syndicalisme. Les syndicats reflètent de façon déformée ce qui se passe dans le milieu. Nous avons un gouvernement de gauche depuis un an et demi, 80 % des enseignants ont voté pour lui, ça complique les choses, et on n'est plus dans la situation où tu as un plan d'attaque de la sécu, de la retraite... porté par la droite. Le SNES n'est donc pas le seul responsable. Pour l'extension du mouvement nous n'avons pas trouvé l'issue. Ici, le jour de la grève, l'AG n'a pas donné grand-chose car elle n'était pas porteuse d'un début de mouvement. Comment faire aujourd'hui pour construire un mouvement d'ensemble qui ne soit pas réductible à une tactique syndicale ? Les débats de la FSU sont les débats qui traversent le

milieu. Appeler à une grève reconductible, appeler à des AG ou à des formes de coordinations se heurte aujourd'hui à des blocages politiques importants. Ceci dit, cela n'empêche pas d'être clair dans l'analyse et dans les revendications.

V : dans le mouvement d'opposition à la réforme, il faut se souvenir de ce qui a été déclencheur : les heures supp. Or ces heures sont surtout faites par les profs de prépa. Il y a eu un débat dans mon lycée, pour ces gens-là. Premier conservatisme, « *on touche pas aux heures supps* » car ça peut doubler le salaire.



Un autre problème, plus compliqué à mon avis, c'est le problème du savoir tel qu'il se pose aujourd'hui dans la massification de l'enseignement, et en relation avec une discrimination épouvantable. Il y a encore des gens pour dire : « *augmentons la quantité de savoir* ». Par exemple Vernand, qui est un historien extraordinaire, ancien résistant, ancien du PC, qui, avec De Romilly, s'est fendu d'un article dans « *Le Monde* » défendant le grec, le latin, pour avantage de savoir, davantage d'encyclopédisme... Sans poser la question, quel savoir pour quoi faire ? et donc comment l'enseigner ? Ce débat là me paraît très important. Il dépasse les clivages syndicaux. Et il me paraît caché par la réforme, qui empêche pratiquement la réflexion.

B : avant les heures supplémentaires le facteur déclenchant, a été l'attaque sur la déconcentration du « *mouvement* » (les mutations). Allègre savait très bien que cela allait déterrer la hache de guerre contre le SNES, et il faut reconnaître que de ce point de vue là, ce gouvernement est un gouvernement de combat anti-syndical. Ils ont voulu casser le SNES. Ils n'ont pas réussi et je suis bien content.

V : ... le gouvernement fait passer la loi « *Perbin* ». Pour les prochaines élections professionnelles il va y avoir un contrôle très précis des syndicats voulant se présenter. Sud-Éducation pourra ne pas être présent. C'est une attaque anti-démocratique.

B : ... la déconcentration rentrait dans un mode de gestion nouveau. Sous prétexte d'améliorer l'aspect technique du mouvement on fait passer une réforme de fond sur la gestion des personnels qui va dans le sens du contrôle hiérarchique, en particulier par rapport au chef d'établissement, et dans le sens de la déréglementation.

Sur la question des heures supplémentaires, je crois qu'il faut réaffirmer très fort qu'on veut la transformation de ces heures en postes. Quoiqu'on pense par ailleurs du SNES, cela a été sa revendication centrale. C'est vrai qu'il y a le problème des profs de prépa. Mais dans la mesure où on peut nous imposer des heures sup, dans une situation de gel de l'emploi public, très souvent elles peuvent aller jusqu'à 4 heures, même si on ne les veut pas, tu as moins d'enseignants recrutés et par contre tu as une marge d'heures à fournir. On tape sur les heures sup pour rentabiliser le coût. C'est entrer dans la précarisation là aussi.

V : pour ce qui est du savoir, depuis des années, le degré d'exigence a quintuplé

en Histoire et Géographie. C'est démesuré, par rapport à ce que l'on apprenait auparavant, avec la particularité que l'on ne demande pas une restitution. Les nouvelles épreuves au Bac empêchent un élève qui aurait appris par cœur, comme ça se faisait il y 20 ans, d'obtenir le diplôme.

B : on ne peut que s'en réjouir, de demander les moyens pour que cela profite à tous. Pour que l'on ne soit pas dans l'école de la restitution mais de l'intelligence.

Comment les lycéens ont-ils réagi à la réforme ?

B : ce qu'ils ont porté pendant leur mouvement, très important, en octobre, était plus de profs et moins d'élèves dans les classes, c'était un message vraiment clair ! Le gouvernement promet 30 élèves en seconde, sans les moyens. C'est une orientation qui veut se mettre en dehors de la pression du mouvement social. Sa politique n'est pas une politique de gauche.

V : si bien que de retour dans les classes le mouvement est retombé totalement. Le mot qui revenait le plus souvent était « *manipulation* ».

B : ils revendiquaient aussi une sorte de statut social pour être reconnus. Ils pensent que le gouvernement n'a pas donné la bonne réponse, pas celle qu'ils attendaient. Ils analysent lucidement le saupoudrage, et je crois qu'ils attendent la prochaine.

V : la réponse du ministre était de créer les conseils de la vie lycéenne, structures creuses, et aussi d'installer l'heure de vie lycéenne.

B : le mouvement lycéen n'a pas adhéré aux conclusions gouvernementales. Il y a eu une carence des représentants des enseignants et des représentants syndicaux, même si c'était juste de respecter le mouvement des lycéens, on n'allait pas le caporaliser.

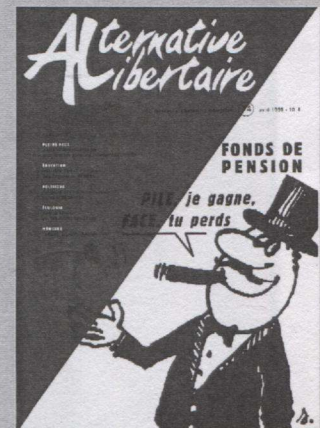
B : les parents, eux, ont bien suivi. On a manqué le coche, mais pour moi, il y a aussi des explications politiques.

V : oui politiques, et qui traversent aussi les grandes centrales syndicales. De plus la FCPE soutient la réforme Allègre.

Pour finir nous retenons l'idée qu'une table ronde autour du service public avec toutes ses composantes pourrait mieux définir à qui profite le démantèlement aujourd'hui engagé. ■

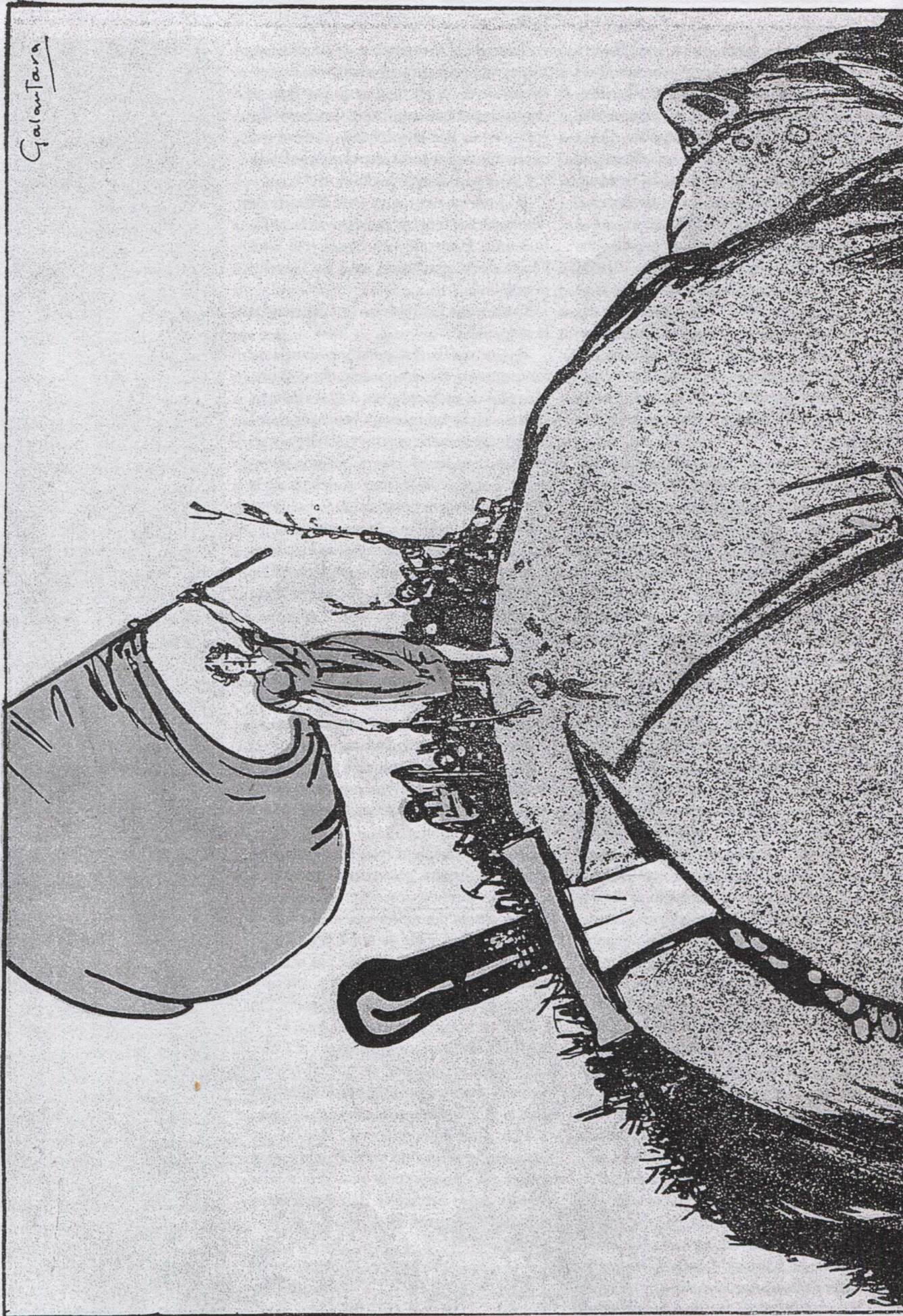
Propos recueillis par Bibas

Alternative Libertaire se situe dans la continuité du mouvement libertaire ouvrier international dont nous reprenons les idées-forces sans rejeter les acquis positifs des autres courants. Nous luttons pour la redistribution des richesses, une égalité réelle entre hommes et femmes pour construire une société autogestionnaire sans État et sans classes basées sur une production motivée par les seuls besoins, le pluralisme et la démocratie directe. Pour mener ce combat, nous construisons une organisation révolutionnaire autogérée, implantée parmi les travailleur(se)s, dans la jeunesse et active dans les mouvements sociaux. Nous voulons contribuer à une renaissance du combat révolutionnaire et antiautoritaire de masse, une refondation du socialisme à l'horizon du xxi^e siècle. Pour atteindre ce but, notre stratégie politique repose sur une dialectique entre deux niveaux d'expression et d'organisation distincts et complémentaires : l'organisation et le développement d'un nouveau courant libertaire « *lutte de classe* » et l'émergence d'un vaste mouvement anticapitaliste et autogestionnaire, où le nouveau courant libertaire s'intégrerait sans disparaître.



Lecteurs, lectrices du *Coquelicot*, vous pouvez vous abonner à *Alternative Libertaire*, BP 177, 75967 Paris Cédex 20, en libellant un chèque au nom de Agora 2000, (abonnement simple 90 F ou abonnement de soutien 140 F). Vous pourrez aussi le trouver en dépôt à la librairie Ombres Blanches. Au sommaire du n° 74 d'avril 1999 : le Kosovo/ les Marches Européennes 1999/ Pour une grève générale interprofessionnelle/ Sud Éducation/MNEF/« *déchiffrer les inégalités* »/Fonds de pension/Les essais nucléaires/Birmanie/L'affaire Granado-Delgado. ■

GalanTara





LA BÊTE

— C'est seulement quand on aura tué cette bête-là que s'élèvera, vers l'horizon, la vraie Paix Sociale.

Le Crapahout

On s'éclate au Sénégal

Amadou Guiro est un des dirigeants de And JèfflParti Africain pour la Démocratie et le Socialisme, un des partis d'opposition de la gauche sénégalaise. Chercheur et universitaire il est aussi un vieil ami qui a fait toutes ses études à Toulouse. De passage à Dakar le Coquelicot lui a demandé de décrire la situation économique, sociale et politique de son pays. Bien sûr que ces propos, et en particulier sur le terrain électoral, n'engagent que lui. Mais nos lecteurs sont assez avertis pour se faire leur propre opinion.

Au plan économique depuis plus d'une quinzaine d'années le Sénégal vit les plans d'ajustements structurels et depuis 1994 il y a eu un changement de parité du franc cfa dont la valeur a diminué de moitié. C'est un des éléments de la stratégie des bailleurs de fonds pour redresser la situation économique. Il y a eu également toute une gamme de privatisations. Aujourd'hui quasiment tous les secteurs stratégiques ont été privatisés : l'électricité il y a une quinzaine de jours, l'eau, le secteur du téléphone. Toutes les banques nationales avaient déjà été privatisées, les sociétés d'assurances également, où il y avait des parts importante de l'État. Au niveau de l'éducation également les œuvres universitaires ont été privatisées. Il y a des projets de privatisation de l'aéroport de Dakar, du port de Dakar-Marine et de la société nationale de l'arachide : la Sonacos. Ici on dit qu'il n'y a plus qu'à privatiser le gouvernement et le vendre aux bailleurs de fonds.

La croissance

Le gouvernement a engagé cette politique, ainsi que la réduction des effectifs

sance est de 5,6 % alors qu'il y a un an et demi il était de 2,5 % à 3%. Mais cette croissance n'est pas portée par l'agriculture. Cette croissance est portée par l'exportation, en particulier par le tourisme et la pêche.

La pauvreté

La croissance ne se traduit pas par une augmentation de l'emploi. Parallèlement à l'amélioration des indicateurs macro économiques la pauvreté s'est développée. On peut la mesurer par l'aiguille de la malnutrition qui a augmenté, et, le plus grave, par l'indicateur de la mortalité infantile. Nous avons observé ces dernières années une tendance à la baisse de la mortalité infantile or les derniers indicateurs montrent la remontée de ce chiffre. C'est révélateur également d'une dégradation de la santé. Ce secteur est maintenant, dans une large mesure, privatisé et très pauvre.

Les ménages sont très pauvres. En 1994 la dernière enquête nationale montrait que sur 8 millions d'habitants, 2 millions et demi de Sénégalais vivaient en-dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire n'avaient pas le minimum nécessaire pour manger cor-

lèlement ils ont mis en place des tous petits programmes (de lutte contre la pauvreté ou la malnutrition) pour « accompagner » leur politique. Ce sont en fait des mesures palliatives qui ne règlent pas les problèmes de fond. Donc globalement on peut dire qu'il y a une amélioration des indicateurs macro économiques parallèlement à une dégradation des conditions de vie des populations, au plan de la nutrition, de la santé, de la mortalité infantile, de la recrudescence de certaines maladies en milieu péri-urbain et à la campagne.

La vie est devenue beaucoup plus chère pour la population, pour les ménages, pour les travailleurs. Le smic n'augmente pas et reste stationnaire avec 45 000 cfa mensuel.(450 F.)

Les privatisations se traduisent bien sûr par des licenciements. Il y en a eu beaucoup dans le pays. Je peux citer par exemple le cas de la SOTRAC, dans le secteur des transports, qui devait être rachetée par la RATP. Celle-ci vient d'y renoncer devant les risques sur le plan social.

Les salaires de la fonction publique sont bloqués. Au moment de la dévaluation du franc cfa de 50% ils ont augmenté de 3% !

vit en milieu rural, subit les aléas climatiques et a des difficultés alimentaires, va avoir des effets absolument catastrophiques. Sur l'alimentation des ménages d'abord, mais aussi sur les sols qui, n'étant plus fertilisés vont se dégrader.

Dans l'éducation, que je connais bien, les méfaits du libéralisme, c'est d'abord le niveau de scolarisation qui diminue. 70% de la population du Sénégal est analphabète, ne sait ni lire, ni écrire, ni compter, que ce soit en français ou dans une langue nationale. Un chiffre inimaginable dans un pays de la francophonie, le pays de Senghor ! Et bien c'est dans ce pays que le taux de scolarisation diminue !

Ensuite, au niveau de l'université, où il n'y a que 20 000 étudiants, un nombre dérisoire en regard des enjeux du futur, sur l'injonction des bailleurs de fonds, il faut maintenant le réduire à 12 000. Là où, ne serait-ce qu'avec la croissance démographique, on devrait s'attendre à une augmentation du nombre des étudiants, il y a un plan draconien de limitation des effectifs. Le bac n'est plus maintenant la condition d'entrée à l'Université.

Enfin la privatisation des œuvres universitaires empêche à beaucoup d'étudiants la possibilité de poursuivre leurs études correctement. C'est une atteinte au droit à l'éducation. Celle-ci est de plus en plus réservée à ceux dont les parents ont le moyens de payer. On ne peut pas en mesurer les dégâts aujourd'hui mais pour les générations futures on s'en rendra bien compte.

Les privatisations

La stratégie utilisée lors des privatisations c'est, d'abord, d'utiliser le départ volontaire. On propose aux travailleurs de quitter la boîte moyennant l'équivalent de 5, 6 mois, 1 an, 2 ans de salaires, cela dépend du rapport de forces. Déjà une bonne part des travailleurs s'en vont. Et ce sont, malheureusement, beaucoup de travailleurs proches de l'âge de la retraite, qui ont acquis de l'expérience dans l'entreprise, combattifs. L'âge de la retraite est à 55 ans. Les syndicats sont en train de se battre pour qu'elle soit portée à 60 ans. Le gouvernement serait actuellement d'accord pour la fixer à 58 ans.

Ensuite, lors de la privatisation, ils proposent aux travailleurs des actions : 5 à 10 % . Et c'est ça ou rien. Il faut dire que les attitudes sont mitigées. En estimant que dans le secteur des télécommunications au Sénégal il était important que

l'entreprise ait un partenaire stratégique, les syndicats ont accepté 10% des actions pour les travailleurs. La privatisation a eu lieu sans aucun licenciement et ils ont réussi à maintenir la présence du syndicat, sa force et l'unité syndicale.

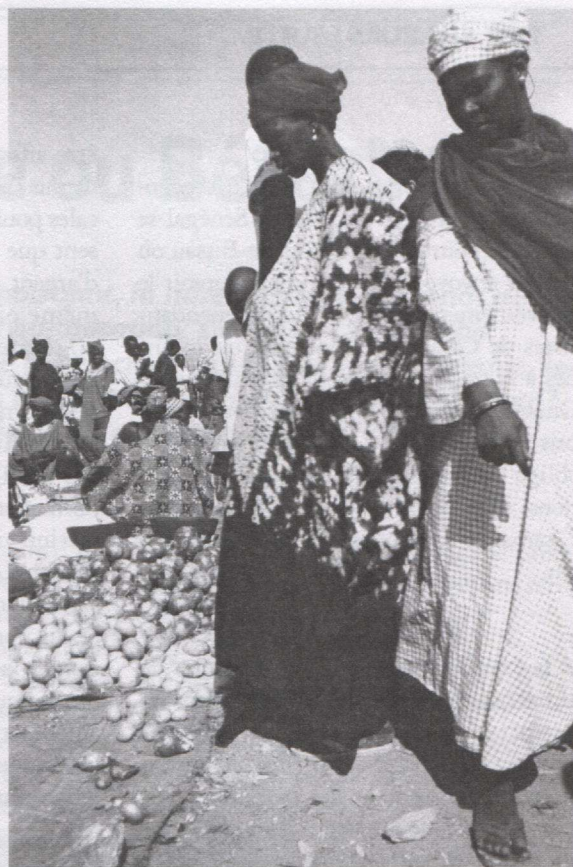
Dans le secteur de l'électricité, le syndicat s'y est opposé, estimant que l'électricité est un secteur stratégique, ils ont refusé les 10% d'actions et exigé que l'État conserve ses 51 % de capital. Il y a eu des grèves, des protestations, mais ils n'ont pas coupé le jus. Or là, vous pouvez constater qu'il y a tous les jours des coupures d'électricité. En général c'est en début de soirée et cela dure de 1/2 heure à 2 heures.

Et bien avant la privatisation, lors d'une coupure d'électricité, la police a arrêté d'un seul coup toute la direction syndicale. Ils ont été mis en prison pour « organisation de sabotage ». Le procès qui a suivi a blanchi les syndicalistes. Les 40 ont été libérés sauf deux, le secrétaire du syndicat et un de ses adjoints qui eux ont été condamnés à 6 mois de prison pour « troubles à l'ordre public ». Mais le fait de les garder en prison a permis que la négociation sur la privatisation se fasse. Pendant ce temps le gouvernement a ainsi pu vendre le secteur de l'électricité à la société HydroQuébec. Actuellement les travailleurs qui avaient été arrêtés ont été licenciés. Le syndicat se bat pour obtenir leur réintégration puisque le procès a démontré qu'ils n'avaient absolument rien saboté.

Le gouvernement a également privatisé la société des eaux. Ici, dans un pays sahélien, l'eau est très importante, capitale. Or on apprend que les factures d'eau vont augmenter de 36 % dans les trois années à venir. Cette politique va restreindre l'accès à l'eau d'une population très pauvre, avec tous les problèmes d'hygiène, de salubrité et de santé publique que cela entraîne.

Une stratégie mondiale

C'est partout le leitmotiv du « trop d'État ». Mais dans des pays aux ressources très limitées nous savons bien que des secteurs clés comme l'éducation, la santé, le transport, les infrastructures, sont indispensables au développement. Ces secteurs c'est à l'État de s'en occuper. On sait bien



que la seule chose qui intéresse les boîtes privées c'est le profit. Dans mon village, qui est à l'Est du Sénégal, région très pauvre, si les gens n'ont pas de quoi payer, ils n'auront ni électricité ni eau courante. Les privés vont peut être développer un peu d'infrastructure là où cela peut être rentable, mais sans plus. C'était à l'État d'assurer un rôle moteur !

L'autre particularité de mon pays c'est que, dans la mesure où nous vivons dans un système de parti-état, la plupart des sociétés d'état sont des vaches laitières. On place un fidèle du parti-état comme directeur général à la tête des sociétés et quand on a besoin de fric pour le parti, il renvoie l'ascenseur. Il peut donc y avoir de très mauvaises gestions parce que les dirigeants sont soumis aux énormes pressions du parti-État. Il en résulte que la qualité du service public laisse à désirer. Et donc lors des privatisations, une partie de la population estime que ce n'est pas son problème, n'en comprend pas les enjeux et pense que la qualité s'améliorera peut-être. En tous les cas pour l'eau c'est pas le cas aujourd'hui ! Ils ont construit un beau bâtiment, les factures sont plus belles mais... elles ont augmentées et l'eau est toujours aussi douteuse. Les gros privés ne s'engagent pas dans l'agriculture, sauf au niveau du maraîchage, dans le nord de la vallée du fleuve Sénégal. Donc pour le gros de la population c'est l'État qui doit au moins assurer leur survie.

La Casamance

On va peut-être enfin avoir des négociations et la paix. En effet le Sénégal se retire du borbier de la Guinée-Bissau où il avait envoyé des forces pour soutenir le gouvernement légal. Or les indépendantistes de Casamance sont plus ou moins liés à la fraction qui tient le pays réel en Guinée-Bissau. Le gouvernement a compris après ses revers qu'il est maintenant obligé de s'asseoir à la table des négociations, sous peine de voir les guérillas de Casamance soutenues par la Guinée Bissau.

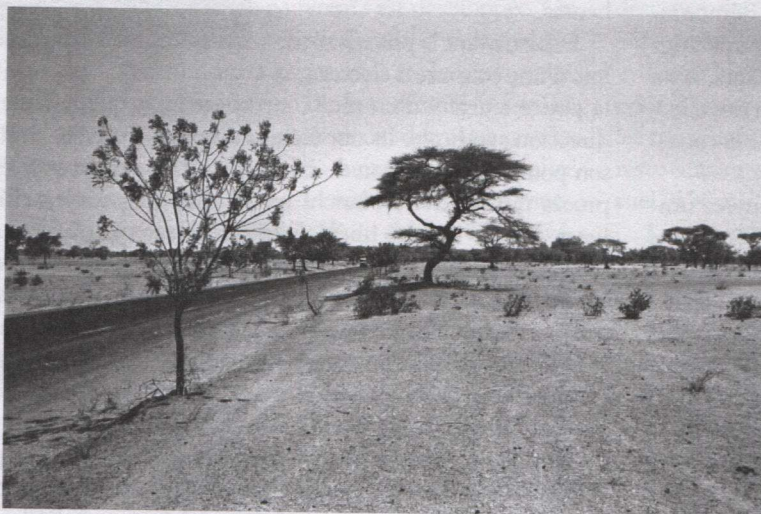
Les ripostes...

Les syndicats ont engagé beaucoup de luttes qui n'ont pas empêché les plans de restructuration de se faire. Les licenciements et les départs volontaires ont entraîné un affaiblissement des syndicats et de leur capacité de riposte. Ce qui permet au gouvernement de profiter de la situation pour modifier la législation en ce qui concerne le code du travail, la protection des délégués, pour rendre tout flexible. Il n'y a pas de lutte aujourd'hui pour demander des augmentations de salaires depuis la dévaluation. La plupart des luttes sont des luttes défensives, contre les fermetures d'entreprises, contre les licenciements, voire même, par exemple pour obtenir le versement des salaires impayés depuis 6 mois. Donc des luttes défensives et éparpillées.

Il y a deux centrales syndicales, la CNTS, (Confédération Nationale des Travailleurs du Sénégal), la mieux implantée dans le secteur privé. Liée au parti au pouvoir, le parti socialiste, elle soutient le régime, même si des syndicats peuvent sectorialement lutter sur leurs propres revendications. À côté il y a l'UNSA (Union Nationale des Syndicats Autonomes) beaucoup plus implantée dans le secteur public, aujourd'hui en grande partie privatisé. C'est son secrétaire général, qui dirigeait le syndicat de l'électricité, qui vient d'être emprisonné il y a 6 mois. À sa libération de prison, il a effectué une tournée dans tout le pays qui a eu un réel écho, avec des stades remplis, des meetings, beaucoup de monde.

Les étudiants, et en particulier les normaliens, qui ont été formés et qui devraient

être affectés dans des écoles, ont engagé depuis l'année dernière des luttes assez radicales pour obtenir leur embauche. Ils refusent que l'État leur réponde qu'il n'a pas d'argent pour les embaucher au moment même où il crée un Sénat bidon, avec 60 sénateurs, à gros salaires, ce qui n'était pas prévu dans le budget. Le président fait des tournées dans tout le pays qui coûtent 500 millions de cfa et on ne recrute pas des enseignants. Il faut dire que certains normaliens viennent enfin d'obtenir satisfaction mais le gros du lot reste sur la touche. Les étudiants en grève à l'Université réclament l'augmentation des bourses et du nombre des boursiers, et l'annulation de la privatisation des œuvres universitaires qui ne s'est accompagnée d'aucune amélioration de la qualité. Ce qui fait qu'il y a tous les jours des grenades lacrymos sur le campus.



J'en profite pour signaler que les manifestations de rues sont toujours interdites au Sénégal et que, quand on décide une manif c'est qu'on est prêt à la confrontation.

... et la politique

En ce qui concerne les partis politiques, les luttes et les conflits de ces dernières années portaient sur la question des libertés démocratiques, du code électoral, de l'accès des partis aux médias. Il y a eu beaucoup d'avancées significatives dans ce domaine. Mais en ce moment les partis ne lancent plus aucune initiative, de mobilisations ou de rassemblements de masse, en raison de l'imminence des élections présidentielles de l'an 2000. Celles-ci ont un enjeu réel. Il faut dire qu'au Sénégal c'est le même parti qui est au pouvoir depuis l'indépendance de 1960. C'est un paradoxe pour ce pays si souvent cité comme un

exemple de démocratie, qui est ici un vernis qui, dès qu'on gratte un peu n'est qu'une apparence.

Socialement le gouvernement est minoritaire. Les dernières élections législatives de 98 ont, pour la première fois, mis le parti socialiste à moins de 51%. Mais avec une participation de 40% donc un nombre très important d'abstentions. Le gouvernement n'a rien fait pour encourager les électeurs à aller chercher leurs cartes, d'où de nombreux problèmes. La dispersion, avec beaucoup de listes et de candidatures, a découragé une partie des Sénégalais.

Les gens sont déçus par les volte-face des politiciens, avec des partis qui passent du gouvernement à l'opposition pour revenir au gouvernement et vice versa. Ils souhaitent donc une coalition de l'opposition. Ces partis sont actuellement en train de discuter pour une liste unique de l'opposition,

face au régime, pour battre Abdou Diouf. Cette liste unique entraînerait certainement le vote des abstentionnistes et, en cas de fraude, (et nous sommes sûrs que le gouvernement fraudera), elle permettrait d'avoir une force capable de faire respecter la volonté populaire. Mais cela veut dire aussi que les organisations indépendantes de la gauche ne vont pas, pour la première fois, avoir de candidatures.

Face au parti socialiste, au pouvoir depuis 40 ans, et qui est un parti libéral réactionnaire il y a le PDS, un parti lui aussi libéral mais qui est le principal parti de l'opposition. Son leader, Abdoulaye Wade, a impulsé dans le passé beaucoup de luttes démocratiques mais n'est pas très fiable car il a aussi été plusieurs fois au gouvernement, y est entré, en est sorti... Aujourd'hui il s'ancre dans l'opposition.

Lors des dernières élections, And Jéf/PADS, regroupement de 4 organisations issues de l'extrême gauche a eu 5% des voix et 4 députés mais pensait avoir plus. Les projections nous permettaient d'espérer un groupe parlementaire mais juste avant les élections un ténor du parti socialiste, Djibo Ka l'a quitté et créé l'URD, (Union pour le Renouveau Démocratique). Ce candidat qui a longtemps été ministre de l'intérieur, un grès bonnet du PS, s'est présenté comme un homme neuf

et a ainsi constitué une force attractive pour certains électeurs. Il s'est retrouvé avec 11 députés. Il y a aussi les deux partis marxistes d'origine stalinienne, LD et PIT qui ont eu respectivement 2 et 1 députés. Ces 3 organisations de gauche : And Jéf/PADS, la LD et le PIT, se sont bien rendu compte que, avec l'émergence du Renouveau Démocratique, elles devaient développer une politique commune pour ne pas être marginalisées. Elles ont créé un pôle alternatif : « le pôle de gauche », avec comme ambition de résoudre les contradictions entre-elles, d'harmoniser leur travail au plan syndical, de construire des leviers de résistance, d'œuvrer pour une candidature unique et donc de peser dans cette construction face aux autres forces de l'opposition.

Pour rompre avec ce pouvoir réactionnaire nous sommes en train de discuter sur l'éventualité de soutien à un candidat, et, malheureusement, vu les réalités sénégalaises il est bien possible que ce soit Wade. Nous avons un accord de principe pour la mise au point d'un programme minimum, puis, en cas de défaite de Diouf, d'un gouvernement de transition de un an ou deux, chargé de dissoudre l'Assemblée Nationale et d'organiser de nouvelles législatives qui installeraient un nouveau gouvernement. Voilà nos perspectives, malgré la multiplicité des candidatures de diversions suscitées par le pouvoir.

Le parti socialiste de Abdou Diouf n'acceptera pas une défaite électorale certaine et il fait tout pour opérer un hold-up électoral. Il faudra donc également créer un rapport de force et une forte mobilisation pour faire respecter la volonté populaire. ■

Amadou Guiro

Quelques chiffres lus dans le journal :

Avec 2728 habitants au km², Dakar a une densité 78 fois supérieure à la moyenne nationale du Sénégal qui est de 35 habitants au km².

8,7 c'est la taille moyenne des ménages dakarois. Elle était de 7,6 en 1982.

Chaque ménage sénégalais dispose en moyenne de 65 780 cfa par mois, mais 117 000 en ville et 32 700 à la campagne.

15 % de la population des quartiers périphériques a moins de 5 ans.

Le budget de la santé est de 5 % alors que l'OMS préconise au moins 9 %. Par exemple Pikine, une ville de la banlieue de Dakar n'a aucun hôpital alors qu'elle a plus d'un million d'habitants.

Retraite ou Bérézina ?

Priorité absolue pour le patronat, la mise en place des fonds de pension, ou retraite par capitalisation, s'accélère. La gauche plurielle en a déjà adopté le principe. Quels sont les arguments, les difficultés et les réponses collectives que nous pouvons apporter ? Voici quelques pistes, tirées d'un excellent rapport, diffusé dans l'union syndicale Groupe des 10.

Au début du siècle, la loi du 9 juin 1853 considérait la retraite des fonctionnaires comme une continuation de traitements et servira de base au système actuel. En 1941 est créée l'AVTS (Allocation aux vieux travailleurs salariés). Composée par capitalisation selon des régimes d'entreprises, il s'agissait d'une allocation soumise à condition de ressources financées par cotisations. Réformée après la guerre, l'AVTS sera la base du système que nous connaissons.

1947, création de l'AGIRC

Moment décisif car rompant avec la logique des régimes d'entreprises, sa création permet aux cadres de s'organiser directement dans un régime par répartition et non d'une épargne préalable et de capitalisation. Les cadres revendiquent la répartition suite à la faillite boursière des années 30 et se constituent en groupe social distinct mais à l'intérieur du salariat. Ils existeront ainsi en tant que cotisants et non comme rentiers possesseurs de capital comme c'est le cas dans la capitalisation. Comme quoi la répartition devait avoir déjà du bon.

Les années 70

De tentatives de fiscalisation des retraites dans les années 50 en création du Fond National de Pensions en 1956, les premières retraites seront versées dans les années 60. Elles sont très faibles car il n'y a pas eu de reconstitution de carrières lors de la création du régime général et le plafond de cotisation était très bas. La conséquence de cette situation est l'importance des retraites complémentaires qui passent de moins de 500 000 affiliés en 1957 à plus de 5 millions en 1960. La fin de 1961 verra la création de l'ARRCO qui fédère les régimes complémentaires mais qui, contrairement à l'AGIRC, n'unifie pas les taux qui restent différents selon les entre-

prises. L'instauration d'un régime unique aura lieu à la fin 1998 qui verse une retraite à 9 millions de personnes.

Le modèle anglo-saxon

Le système qui sera appliqué en Grande-Bretagne repose sur deux dispositifs totalement séparés : des prestations fiscalisées, financées par l'impôt et des régimes d'entreprises préfinancés par l'épargne salariale. Ce modèle a pour origine un rapport publié en 1942 par Lord Beveridge sur les buts de la guerre qui lie croissance économique, plein emploi et protection sociale.

Les prestations fiscalisées sont de deux types :

- une assurance nationale financée sur le mode CSG perçue par le fisc au bénéfice de la sécurité sociale délivrant une prestation forfaitaire minimale et une assistance nationale financée par l'impôt général sous conditions de ressources.

- les régimes d'entreprises qui sont au cœur de la conception du système basés sur l'épargne salariale.

Ces régimes fonctionnent selon le principe d'équivalence actuarielle soit, un ensemble de prestations reçues doit évaluer un ensemble de cotisations versées. Les retraites sont ainsi préfinancées par un capital qui doit être valorisé. C'est ce capital qui est à l'origine des fonds de pensions. Ce modèle oppose donc deux couches de salariés. Ceux qui, par un salaire correct relèvent de l'assurance nationale financée par leur contribution et les régimes d'entreprises, et ceux qui, par leurs salaires insuffisants, relèvent uniquement des prestations forfaitaires fiscalisées.

Le système continental

Il a vu le jour en Allemagne à la fin du 19^e siècle. C'est ici l'épargne salariale qui est au cœur du fonctionnement. Ainsi, ce n'est pas un stock d'épargne qui finance les retraites mais le salaire perçu et le flux des

cotisations courantes. Il n'y a pas de lien financier entre la pension et la cotisation car, proportionnelle au salaire. On a donc une socialisation du salaire. Le salaire global est constitué du salaire direct individuel et d'une part socialisée sous forme d'une cotisation directement transformée en prestation. Les libéraux prenant, bien sûr, cette cotisation comme une taxe sur le travail !

L'argumentation libérale

Centrée exclusivement sur l'argument démographique qui, sans éclairage, devient vite une donnée unique, le problème du ratio actifs / retraités n'en demeure pas moins une réalité. Le nombre de personnes de plus de 65 ans devrait augmenter en Europe de 15 à 20 % entre 1995 et 2020 passant ainsi le pourcentage de 4,4 actifs en 1995 pour une retraite à 3,2 en 2020. De ces ratios, les libéraux tirent une conséquence immédiate qui serait l'augmentation des cotisations pour maintenir le niveau des retraites, donc impossible au vu des niveaux de prélèvements atteints. Solution évidente : instaurer un niveau supplémentaire de prestations par capitalisation. Cette solution en apparence en « béton » est en fin de compte fragile. L'évolution n'est pas un phénomène nouveau mais d'une tendance à long terme qui devrait se traduire au cours des 25 prochaines années par une augmentation des personnes âgées qui ne devrait pas être plus rapide que ces 30 dernières années.

L'emploi, seule solution de fond

L'évolution du taux d'activités ne peut être gommé de toute analyse sur l'avenir des retraites. Ne pas tenir compte d'une baisse constante d'actifs revient à creuser volontairement le déficit et justifier ainsi les inéluctables « Fonds de pensions » si chers à la pensée unique. La charge des retraites est liée directement à l'emploi. En prenant un niveau d'emploi stable et un taux de chômage à 12%, le ratio de dépendance économique reste lui aussi stable. Donc aucunement besoin d'un système complémentaire. Si ce ratio augmente de 2,2% par an, le ratio de dépendance économique baisse de 3% alors que si le chômage augmente de 0,2% la dépendance économique augmente elle de 14% !

La question de l'emploi est bien la question clé car, que ce soit par capitalisation ou par répartition, les pensions de retraites sont le fruit de richesses pro-

duites. En 2020 nous vivrons de ce qui est produit en 2020 et non du stock de 1999 !

La capitalisation, un système à hauts risques

Il est impossible de garantir des revenus basés sur l'investissement et les cadres, après la guerre, ne s'y étaient pas trompés. Imaginons un instant les conséquences pour les revenus si les investissements avaient été réalisés sur les bourses asiatiques ! Les fonds de pensions, y compris les fonds de pensions collectifs* gérés en partie par les syndicats, n'ont de logique qu'à court terme où la rentabilité immédiate aura la préférence des entreprises instaurant un capitalisme où la rente est privilégiée au détriment du capital productif. La Grande-Bretagne en est un exemple.

(* Les fonds de pensions collectifs sont en fait issus d'un rapport de la banque mondiale qui visait à répondre aux fragilités des entreprises qui, soit dit en passant, se financent à une hauteur de 120% ! Comme quoi les capitaux existent.)

Une lutte à mener

Nous avons tout intérêt à prendre en main ces notions de retraites car, laisser les libéraux mettre en place les régimes par capitalisation reviendrait à abandonner les notions de partage des richesses, d'un emploi pour toutes et tous.

Le système collectif que nous connaissons construit un lien social et une solidarité entre les générations. Notions totalement absentes des régimes par capitalisation où seul l'égoïsme des plus nantis serait favorisé. ■



4 mètres : c'est ce qui manque à la piste d'envol du porte-avions nucléaire « Charles-de-Gaulle » pour permettre aux avions Hawkeye autrement dit « œil de faucon » pour qu'ils puissent faire demi-tour, sur la piste d'envol. Après être muette, voilà notre flotte aveugle.

19 milliards : c'est le prix de ce glorieux vaisseau. Combien de Smig, de profs, de logements, d'emplois, de 35 heures avec embauche, de retraites sans fond de pension ? Indécrottables antimilitaristes, à vos bouliers !

12 000 : c'est le nombre de salariés (actuellement 17 851) que verrait, dans les usines de la construction navale, notre ministre de la défense Alain Richard. Pour les 35 heures, d'après lui, avant de réduire il faudrait déjà les faire ! On croirait entendre Allègre ! Pour ce type de boulot, je propose zéro heure par semaine !

81 000 : c'est le nombre de salariés licenciés par l'entreprise Renault en quinze ans qui lui a permis d'afficher 8,8 milliards de bénéfices en 1998 ! Combien de patrons faudra-t-il licencier pour retrouver 81 000 emplois ?

12 000 : c'est le prix payé en terme de licenciements pour qu'Alcatel annonce un bénéfice de 15 milliards de francs pour l'année 1998 !

280 milliards de dollars : c'est le déficit commercial « yankee » pour l'année 1998. Et si la guerre au dictateur Milosévic n'avait d'autres raisons que d'ouvrir un nouveau « marché » pour les américains dans les Balkans ?

113 milliards : c'est le total des cadeaux, heu... des privatisations, réalisés par Jospin. Comme il est dit dans *Charlie Hebdo*, « Juppé l'a rêvé, Jospin l'a fait ». Jospin aurait-il fait mieux que Margaret Thatcher ?

37 milliards : c'est le prix payé par Vivendi (Générale des Eaux) à la société Yankee Filter pour avoir le monopole mondial du retraitement de l'eau.

Un jour un homme marcha sur l'eau et distribua du pain, de nos jours on vend de l'eau et on fait de l'or ! ■

Bibas

L'EXIL DES RÉPUBLICAINS ESPAGNOLS EN FRANCE
de Geneviève Dreyfus-Armand
Albin Michel, 1999

GENEVIÈVE
DREYFUS-ARMAND

**L'EXIL
DES RÉPUBLICAINS
ESPAGNOLS EN FRANCE**

De la Guerre civile à la mort de Franco



Le livre de Geneviève Dreyfus-Armand fait suite aux multiples monographies parues ces dix dernières années sur l'exil des Espagnols, en France, après 1939. Mais c'est bien plus qu'une synthèse. C'est aussi un ouvrage pionnier.

L'auteur, qui s'appuie sur des sources nombreuses et surtout sur la presse de l'exil, montre la complexité du repli espagnol de 1939 et rompt avec doigté, avec tendresse, avec des mythes fondateurs d'une certaine mémoire. Complexité des situations d'abord : les 500 000 exilés de février 1939 ne sont plus autant quelques mois après. Certains repartent en Espagne, d'autres s'échappent et se perdent provisoirement - la guerre éclate en France en septembre - dans la nature. Complexité ensuite du groupe des réfugiés internés. Ils sont loin de constituer un groupe homogène. Les oppositions qui traversaient depuis 1936 socialistes de l'UGT, anarcho-syndicalistes de

la CNT, anarchistes de la FAI et communistes se maintiennent dans les camps et pendant la guerre mondiale. C'est ainsi qu'on lira avec beaucoup d'intérêt les pages consacrées à l'entrée en Résistance de certains de ces républicains. Certes, les activités des communistes dans l'UNE (le pendant espagnol du Front national créé par le PCF à la même date) sont aujourd'hui connues. Par contre, Geneviève Dreyfus-Armand nous fait découvrir les réseaux de passage des Pyrénées et notamment celui organisé par Francisco Monzan, militant de la CNT.

L'ouvrage traverse ainsi la Seconde Guerre Mondiale et nous amène à la découverte de ce qui devient pour des milliers d'hommes et de femmes les années d'exil et d'attente (quand ouvre-t-on le Champagne ?) en France. C'est le temps de l'intégration progressive, contrainte ou voulue. Les débats politiques antifranquistes n'en sont pas moins âpres et violents, notamment chez les anarcho-syndicalistes. Ici démarre la partie du livre qui m'a le plus intéressée car je n'en connaissais que la chronique faite, en son temps et sur commande, par José Peyras*. Geneviève Dreyfus-Armand dresse un tableau très convainquant des hésitations, des déchirures, des affrontements qui ont traversé la CNT en exil jusqu'à la mort de Franco. Comment le combattre ? Comment maintenir en vie la structure politique de l'exil ? Dilemme toujours posé, rarement surmonté.

Une synthèse donc et désormais un ouvrage de référence sur le long exil politique des Espagnols réfugiés en France.

*Les anarchistes espagnols, Révolution de 1936 et luttes de tous jours, Toulouse, Repères-Suilena, 1976. ■ V.M

L'AVENTURE AMBIGUE
de Cheikh Hamidou Kane
Collection 10/18, 191 pages.



Cheikh Kane est l'enfant du Foûta, ce « fleuve » sénégalais qui est une sorte d'Old Man River des Toucouleurs.

Sa culture maternelle, il la doit à la langue peule, au Pulâr, parlée par 800 000 Sénégalais, et

de l'Atlantique au Tchad, moyen d'expression pour quelques cinq millions de Peuls. *L'aventure ambiguë* est le récit d'un déchirement, de la crise de conscience qui accompagne, pour l'Africain « européenisé », sa

propre prise de conscience. Certains s'en tirent en interrompant leurs études. Ce n'est pas le cas du héros, Samba Diallo, qui est « désarticulé » et dont la mort ressemblera à un suicide. Le nœud de l'affaire, c'est bien entendu, le problème scolaire : « Si je leur dis d'aller à l'école nouvelle, ils iront en masse. Mais, apprenant, ils oublieront aussi. Ce qu'ils apprendront vaut-il ce qu'ils oublieront ? »... « L'école où je pousse nos enfants, tuera en eux ce qu'aujourd'hui nous aimons et conservons avec soi, à juste titre. »

Cheikh Hamidou Kane a écrit un livre grave, sans concession à l'exotisme facile, récit dépouillé, pudique, tout en demi-teinte, en clair-obscur. ■

Anges

Quart napolitaine

Voilà près de deux heures que tout le monde se regardait dans le blanc des yeux, une vraie bérézina de la convivialité. Douchka et Marine étaient des éternels retardataires sauf que, cette fois ci, ils étaient sensés ramener les pizzas. Allez faire patienter quand vous n'avez que quelques cacahuètes et une dizaine d'anchois sur une table ! Ils allaient encore nous inventer une vieille histoire de cours de gym qui démarrait avec la moitié des présents, une belle-mère coincée au téléphone au bord de la crise d'asthme ou bien encore la copine qui vous collait le chat dans les pattes au dernier moment. Ma voisine se tenait droite comme un cyprès planté depuis des lustres au bord d'un chemin. Pas moyen de lui décrocher une parole et encore moins un sourire. J'ai pris mon verre de rhum-coca et filé vers le buffet qui commençait à ressembler aux entrepôts de supermarchés après le passage des SDF de l'hiver. Marcos se tenait là depuis un bon bout de temps, l'œil dans le vague, la rage dans le fond des poches. Sa douce s'était volatilisée depuis quatre jours et il n'avait pas encore fait surface. Je lui ai collé un rhum dans les mains, rajouté deux glaçons, un fond de citron vert et lui ai pris l'épaule. Ça papotait dans tous les recoins de la maison par petits groupes, par affinité, par pur hasard. Fallait pas trop chercher les raisons, c'était la fin de l'été, les souvenirs s'échangeaient comme des devises sur le bord des routes cubaines, la faim en moins et l'avenir légèrement plus assuré.

Marcos m'a soufflé qu'il n'avait pas d'imagination, que sa vie était trop plate et qu'il manquait de romanesque, c'était pour ça que Flora l'avait quitté. Je savais pas quoi répondre en deux phrases rapides manière de lui remonter le moral. J'ai du lui sortir un truc du genre qu'à quarante ans les jeux puérils se font rares, que la séduction est constante et que, parfois, personne ne peut éviter la rupture. Ce soir là, Marcos était secoué, mal dans ses baskets, trop loin pour comprendre. Il me répondait qu'il n'avait qu'une idée en tête se tirer, que la vie à deux était en fin de compte impossible, qu'il n'y avait rien de naturel là-dedans, tout un stock de rognons qu'il s'était gardé pour ce soir. Marine et Douchka n'allaient rien arranger avec des pizzas froides. ■

R. Vaporetto

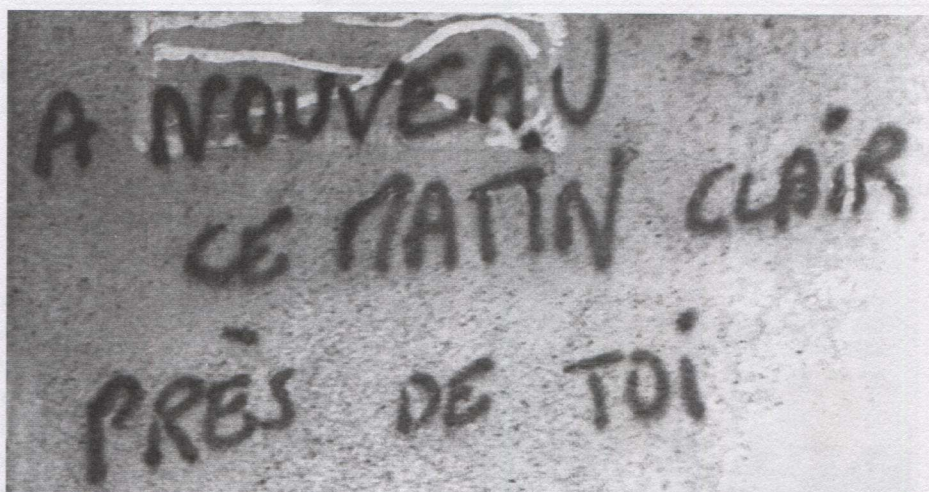
1^{er} Mai : Grève de la Faim des sans-papiers à Toulouse

Devant le blocage de plus en plus évident des régularisations, l'absence de volonté de la préfecture et du gouvernement d'accepter la seule solution humaine à notre situation, nous, sans-papiers de la Haute-Garonne avons pris la grave décision d'entamer une grève de la faim. Nous voulons obtenir la régularisation de tous les sans-papiers du Rassemblement, grévistes ou non-grevistes de la faim. Nous appelons tous ceux qui le souhaitent à venir nous soutenir. En particulier, pendant la grève une permanence sera à assurer 24h/24h. Merci de prévoir vos possibilités. Contact : Tél. : 05 61 52 35 38 / Fax : 05 61 32 14 04

FN ? Toulouse dit toujours non !

Toulouse, une fois encore s'est opposée à la venue de Le Pen le 15 avril. Le collectif de 41 associations et syndicats a entraîné près de 3 000 manifestants entre la place du Capitole et le Fer à Cheval, malgré la période de congés scolaires. Certes, les 30 000 personnes de l'année passée, le 5 mars 98, restent dans les mémoires comme une mobilisation réussie. Mais les interventions violentes de la police en fin de manifestation, dénoncées par le collectif unitaire, ont aussi laissé une rancœur légitime, qui a entraîné, cette fois ci, 3 appels différents. Difficile de gommer les responsabilités des partis gouvernementaux et du ministre de l'intérieur dans la sauvagerie de la police, ce soir-là. Difficile aussi de ne pas voir que la politique des expulsions est une politique de droite, qui caresse l'électorat xénophobe dans le sens du poil. C'est ce qu'exprimaient beaucoup de manifestants, à la place Wilson ou au Monument aux Morts, mais aussi à place du Capitole. En regrettant ces divisions, on peut toutefois constater un but commun. Ces mobilisations vont bien au-delà de la dénonciation de la présence des F.Haines sur la ville. Elles visent à l'interdiction de la tenue de ces meetings fascistes et à l'imposer à la mairie du très centriste Baudis. Un communiqué municipal alambiqué précisant la réglementation sur le sujet est une chose, un positionnement politique sur le fond en est une autre. La mobilisation large, et si possible unitaire, ne s'y trompera pas. ■

LES MURS EN PARLENT



SOMMAIRE

LA VILLE BOUGE

Reynerie en marche 2

GAME BOY

Vu d'en haut 3

J'AVAIS 6 ANS, PEUT-ÊTRE...

Xarsen, ma source 4

FOND DE COURS

Ça tourne à l'aigre 5, 6 et 7

LA CENTRALE

L'Assiette au beurre 8 et 9

TIRE AILLEURS

On s'éclate au Sénégal 10, 11 et 12

POINT DE RETRAITES

Retraite ou Bérézina 13 et 14

À LIRE, À ÉCOUTER

L'Exil des républicains espagnols 15

L'aventure ambiguë 15

LIBER... TERRE

Quart napolitaine 15

POTS DE VIN ET COPINAGE

Chansons de manifs

Luttes passées et... à venir...

Pour faire rimer l'engagement militant avec chants, le SNUipp 31 et le groupe toulousain « Les Touristes » ont mis au « poing » un CD bourré d'airs connus remaniés à la sauce manif. Achetez le ! Dans les défilés, vous ne marcherez plus le nez dans vos souliers ! Oh, gué !

Contact : Xavier Mouchard

SNUipp. Tél : 31 05 61 43 60 62



Directeur de publication : Patrick Leclerc

Equipe de rédaction : Amapola, Marc Bernard, Juanito Marcos, Patrick Leclerc, Robert Venezia.

Prix du numéro : 15 F

Abonnement : 5 numéros : 75 F

Abonnement : de soutien : 150 F

Boîte postale : 4078 31029 Toulouse Cédex 4

Commission paritaire : 760/95

Ont été mis à contribution pour ce numéro : Angès, Biquet, Bibas, Caillou, Mehmet, Patrick, R. Vaporetto, V.M., dessins de P.Rouault, Charlie-Hebdo, Gramsci, Pauline et l'Assiette au beurre. photos du Sénégal Marc Bernard.

Les articles sont sous la responsabilité de leur auteur.

Imprimerie spéciale - Le Coquelicot

Je désire souscrire un abonnement :

- pour 5 numéros : 75 F

- soutien : 150 F

le coquelicot

Boîte postale : 4078 31029 Toulouse CEDEX 4

Nom :

Prénom :

Adresse :